

Les fake news n'existent pas (et c'est vrai)

Stéphane Bortzmeyer

<stephane+blog@bortzmeyer.org>

Première rédaction de cet article le 2 février 2018

<http://www.bortzmeyer.org/fake-news.html>

Le terme de "*fake news*" est à la mode en ce moment. Des sociologues en parlent, les médias s'inquiètent, les politiciens proposent des lois répressives. Pourtant, il n'y a aucun phénomène nouveau, juste le bon vieux mensonge, qui est pratiqué par beaucoup, y compris ceux qui dénoncent vertueusement les "*fake news*".

Déjà, pourquoi en parler en anglais ? Utiliser l'anglais quand des termes parfaits existent en français (selon le cas : mensonge, désinformation, tromperie, propagande), c'est toujours pour brouiller les pistes, pour gêner la réflexion. Ici, le but de ceux qui utilisent cet anglicisme est clair : faire croire qu'il s'agit d'un phénomène nouveau (alors que le mensonge est aussi ancien que la communication), et laisser entendre qu'il est spécifique à l'Internet. Ceux qui brandissent le terme de "*fake news*" à tout bout de champ sont en général ceux qui n'ont jamais digéré que l'Internet permette l'accès à d'autres sources d'information.

Les médias qui se veulent officiels ont en effet une classification simple : ce qu'ils écrivent, c'est la vérité, le reste, ce sont des "*fake news*". Regardez par exemple ce titre incroyable sur les « médias légitimes <<https://www.franceculture.fr/emissions/le-tour-du-monde-des-idees/le-tour-du-monde>> autres sont-ils « illégitimes » ?). Et le reste de l'article est à l'avenant, considérant qu'il n'y a rien entre « médias traditionnels » et « rumeurs ».

Les GAFAs, régulièrement accusés par les politistes et par les médias traditionnels, veulent également montrer que la sélection des faits, ils connaissent. Facebook se propose donc de faire la police <http://www.lemonde.fr/pixels/article/2017/04/04/lancement-d-un-fonds-contre-les-fake-news_5105504_4408996.html>. Il y a un large accord pour demander un filtrage des informations par les GAFAs, et tant pis pour la liberté d'expression.

La diabolisation des "*fake news*" pose d'autres problèmes. Par exemple, le problème est souvent présenté de manière binaire : il y a le vrai (les discours du Président de la République, les éditoriaux du Point, les communiqués de la Préfecture de Police) et le faux (le reste). En réalité, entre les mensonges les plus énormes (les armes de destruction massive de Saddam Hussein, par exemple) et les vérités les plus

incontestables (le Soleil se lève à l'Est), il y a de la place pour beaucoup de choses, qu'on ne peut pas ranger dans deux catégories bien distinctes. Il y a les faits dont on n'est réellement pas sûrs, ceux où l'analyse est complexe (le « trou de la Sécu »), et des opinions, qui sont variables, sans que certaines soient vraies et d'autres fausses. C'est pour cela que réguler les "fake news" par la loi (comme exigé par Macron <<http://www.leparisien.fr/politique/projet-de-loi-contre-les-fake-news-le-combat-perse>>) est dangereux : on passe vite de la lutte contre les "fake news" à celle contre les opinions qu'on n'aime pas (sans compter le travers bien français de faire une énième loi alors qu'il existe déjà des lois réprimant les fausses nouvelles, comme la loi sur la presse, qui inclut entre autres la protection contre la diffamation).

Mais les mensonges et la désinformation, ça existe bien, non ? Oui, cela existe, et cela existait bien avant l'Internet, Facebook et RT. Mais, d'abord, c'est pratiqué par tous les « camps ». Voir les hommes politiques réclamer une lutte contre les "fake news", c'est amusant. Si on interdit les mensonges, les campagnes électorales vont être bien silencieuses. De même, demander qu'on ne croie que l'information officielle n'est pas une solution : les gouvernements peuvent également mentir ou se tromper, et c'est la même chose pour les médias traditionnels. (Le nombre d'énormités qu'on lit dans ces médias dès qu'il s'agit d'un sujet qu'on connaît bien...)

Ensuite, le fait qu'il y ait des mensonges (Sputnik et Breitbart les alignent en quantité impressionnante) ne signifie pas que toute révélation d'un média non-officiel soit un mensonge. De même que l'existence de ridicules complotistes ne veut pas dire qu'il n'existe pas de vrais complots. (Mon exemple favori est l'Iran-Contra Gate.)

Il y a bien sûr de bonnes idées qui circulent dans ce débat, par exemple qu'il est crucial d'avoir une analyse critique de l'information (de toute information, y compris de celle qui vient des médias officiels). L'infographie de l'IFLA <<https://www.ifla.org/publications/node/11174>> est plutôt bien faite. (Notez que la traduction française comportait une énorme erreur, "fact-checking" traduit par « vérification rapide ». Erreur amusante lorsqu'il s'agit de lutter contre les faux. L'IFLA a modifié cette traduction après la publication de cet article.)

L'important, plutôt que les mouvements de menton (« il faut une loi contre les "fake news" ») ou que les avis dangereux (« il ne faut croire que l'information officielle ») est de développer les capacités d'analyse critique (« critique » au sens de « penser par soi-même », pas au sens de « jamais d'accord »). Cette capacité d'analyse critique doit s'exercer contre tous les médias et toutes les sources d'information, pas uniquement Internet, habituel grand méchant dans les discours des gens au pouvoir.

Mais en ce qui concerne spécifiquement Internet, il y a aussi des progrès à faire, rentrant dans le cadre général de la littératie numérique <<http://habilomedias.ca/litt%C3%A9ratie-num%C3%A9rique-et-%C3%A9ducation-aux-m%C3%A9dias/informations-g%C3%A9n%C3%A9rales/principes-fondamentaux-de-la-litt%C3%A9ratie-num%C3%A9rique-et-de-l%C3%A9ducation-aux-m%C3%A9dias>>. La plus importante me semble la capacité à juger de la provenance de l'information. Si quelqu'un dit « j'ai trouvé cette information sur le Web », c'est clairement un problème (il n'a même pas identifié le site sur lequel il était). Il y a déjà un gros travail à faire en ce sens (lire un URL, comprendre un nom de domaine, distinguer le Web et Facebook...) avant d'espérer un progrès.

Deux jours après la publication de cet article, la ministre de la Culture Officielle a donné un interview <<http://www.lejdd.fr/medias/francoise-nyssen-sur-mathieu-gallet-le-csa-a-tranche-en-t>> où elle confirme que le gouvernement compte bien pouvoir censurer plus rapidement les contenus qui lui déplaisent, et se sert de la censure effectuée par Facebook pour justifier une censure décidée par l'État.

Next Impact a fait au même moment un bon article sur le sujet des mensonges <<https://www.nextinpact.com/news/106088-letat-veut-mettre-gomme-contre-desinformation-en-ligne.htm>>. Et Johann Savalle[Caractère Unicode non montré ¹] a fait un bon résumé en anglais de mon article, sous la forme d'un fil Twitter <<https://twitter.com/jsavalle/status/959398358950535169>>.

Depuis l'écriture de cet article, je me suis aperçu que, dans le numéro 1329 de Charlie Hebdo, daté du 10 janvier 2018, Guillaume Erner, sous le titre « Jupiter veut foudroyer les fake news » avait dit exactement la même chose, et en mieux. Je promets que je n'ai pas copié (je n'avais pas lu cet article) mais je vous informe que vous pouvez arrêter de lire ce blog et vous abonner à Charlie Hebdo à la place. (Le même Guillaume Erner a fait une excellente démolition du ridicule sondage <https://jean-jaures.org/sites/default/files/redac/commun/productions/2018/0108/115158_-_rapport_02.01.2017.pdf> IFOP « 79 % des Français adhèrent à une théorie complotiste » dans le numéro suivant. Lecture très recommandée, et qui montre bien que « complotisme » fait partie de ces termes flous qui servent essentiellement un but rhétorique.)

D'autre part, la Quadrature du Net a fait une excellente réponse <https://www.laquadrature.net/fr/consultation_fake_news> à la consultation (pourtant biaisée et malhonnête) de la Commission européenne. Je vous en recommande très fortement la lecture.

1. Car trop difficile à faire afficher par L^AT_EX